



DISCOURS DE PIERRE GATTAZ

Lyon, 3 décembre 2014

Chères Amies, Chers Amis,

Je veux tout d'abord remercier nos organisations lyonnaises de nous avoir invités aujourd'hui, notamment leurs trois présidents pour leur accueil, mais également leur dire « bravo ! » Bravo d'avoir su illustrer si concrètement les difficultés que rencontrent les chefs d'entreprise dans leur quotidien, bravo d'avoir organisé cette réunion commune, bravo d'avoir mis à l'honneur tous ces chefs d'entreprise, les héros des temps modernes que vous êtes tous !

Je veux aussi vous remercier, toutes et tous, d'être présents ce soir, et au travers vous, remercier chaleureusement l'ensemble des chefs d'entreprises qui se mobilisent concrètement tout au long de cette semaine. Votre action, votre soutien, votre présence sont clés pour nous donner du courage et pour nous aider à remettre la locomotive France sur les rails et en mouvement !

Tout au long de cette semaine, chacune de nos organisations a privilégié l'action de mobilisation qui lui semblait la plus adaptée. Mais qu'on ne s'y trompe pas : l'analyse de la situation est la même pour nos trois organisations, les constats sont les mêmes, les propositions de solution sont identiques ! Oui, l'ensemble des entreprises, des plus grandes aux plus petites, quelles que soient leur taille, est unie aujourd'hui. Et c'est un message important et clair que nos ministres et nos élus devraient prendre en compte.

J'ai vu dans les médias des réactions irritées à ces actions, des attaques, des dénis. Et je dis à nos ministres et nos élus : ne vous trompez pas ! Ne traitez pas le message que les chefs

d'entreprise vous envoient comme un message politique qu'il faut combattre ou minimiser. Ecoutez ce que nous disons, avec nos mots et nos convictions, comprenez-en le sens profond et les raisons. Car tout ce que nous exprimons vise à permettre à notre pays de se relancer, à recréer une dynamique de création d'emplois, à sortir rapidement d'une situation dramatique.

Car je le rappelle : notre combat, notre obsession, c'est la croissance et c'est l'emploi.

Pourquoi cette mobilisation ?

D'abord à cause du constat partagé entre tous les chefs d'entreprise : celui d'un immense gâchis ! Le gâchis de 30 années d'une politique économique brouillonne et désordonnée qui a oublié ce qui fonde la grandeur d'un pays : ses entreprises et les valeurs qu'elles véhiculent. Le courage, le sens du travail, l'éthique, l'effort, le respect de la parole donnée, la notion du collectif, l'humain...

Cette lucidité économique et ces valeurs, nous avons le sentiment que notre pays l'a perdue.

En disant cela, je ne fais pas de politique. Je ne dis pas que c'est la faute de ce Gouvernement ou des précédents. Je ne dis pas que nos femmes ou hommes politiques ne sont pas à la hauteur. Je ne critique pas un tel ou une telle. Je dis juste que, nous, chefs d'entreprises, avons le sentiment que notre pays s'enfoncé et qu'il faut désormais changer rapidement de méthode pour nous relever.

C'est la véritable signification de notre mobilisation. C'est à la fois un cri d'alerte, car nous sommes face à une urgence, et une main tendue à tous les élus, qu'ils soient de gauche ou de droite, pour travailler enfin, ensemble, au redressement de la France autour de valeurs claires et partagées et d'une vision pour notre pays.

Concrètement, qu'attendons-nous de nos ministres et nos élus ?

D'abord régler les problèmes court terme :

- Premièrement, que les promesses soient tenues et que les actes soient cohérents avec les discours. Je sais que c'est difficile. Nous le savons tous pour le vivre au quotidien car dans nos entreprises aussi, les paroles et les actes doivent être cohérents. Mais c'est indispensable pour rétablir la confiance. Quand on nous parle de baisse de charges, on n'augmente pas les autres taxes, notamment locales ! Quand on se rend compte qu'une disposition sur le temps partiel crée du chômage, on la corrige. Quand on nous parle de simplification, on ne lance pas des dispositifs comme la pénibilité, qui sont des monstres de complexité et vont s'avérer très

coûteux. Quand on se trompe sur le dispositif de la loi Hamon sur la cession d'entreprises, on revient sur ses erreurs. Tout cela est à la fois simple et compliqué. Nous en sommes conscients. Mais ce que nous demandons, c'est simplement qu'on trouve des solutions opérationnelles à ces problèmes. Ce n'est ni de la surenchère, ni de la provocation. C'est juste de nous permettre d'embaucher de nouveau et de nous développer.

- Deuxièmement, les chefs d'entreprises attendent qu'on engage une véritable dynamique de simplification de la vie des entreprises et des entrepreneurs. Tout ce que fait Thierry Mandon, tout son travail, est positif et il faut le saluer. Mais il faut aller plus vite et surtout, plus loin. Comment ? Tout simplement en mettant la confiance au cœur de notre environnement réglementaire et législatif, qui ne doit plus être basé sur les contraintes, les contrôles et les sanctions. Mais aussi en ayant une approche pragmatique et terrain des problèmes, et non pas parisienne et loin des réalités. Cela semble évident, mais c'est une vraie révolution culturelle qu'il faut effectuer. Dans nos entreprises, nous savons que la confiance, le pragmatisme et l'adaptabilité permanente sont les clés de notre succès. C'est pareil pour notre pays.

Est-ce suffisant ?

Non, car régler les problèmes à court terme ne signifie pas remettre le pays sur la voie de la croissance. Or, il nous faut sortir « par le haut ». Il faut redonner confiance dans notre pays, se recréer une ambition, une vision commune de notre société. Il faut imaginer une France qui gagne dans un monde qui bouge.

Et partir d'un constat simple. Simplement celui que le monde a changé depuis 15 ans. Il bouge désormais à toute vitesse. La mondialisation est une réalité, et l'Europe reste à construire. Les technologies évoluent de plus en plus rapidement, l'innovation explose et le numérique bouleverse tout, modifie tout.

Bien sûr, tout cela est anxiogène, bien sûr tout cela est compliqué à comprendre. Mais je reste persuadé, nous restons tous persuadés, que ces changements sont avant tout de superbes opportunités pour notre pays et pour nos entreprises. Nous pouvons réussir dans un monde en mouvement, à condition que nous acceptions de surmonter nos blocages, en premier lieu notre législation du travail et notre fiscalité, et que nous acceptions aussi de nous remettre en cause, de changer, d'évoluer.

Et cette évolution doit d'abord concerner notre sphère publique. Là non plus, je ne fais pas de politique. Je n'oppose pas public et privé. Oui, nous avons besoin de services publics performants et réactifs, oui, nos fonctionnaires sont des gens respectables. Qui peut en douter ? Mais regardons la réalité en face : nous avons réussi, en 30 ans, à créer un monstre

administratif qui broie d'abord les fonctionnaires eux-mêmes avec un système absurde, inefficace, kafkaïen et qui est devenu trop lourd, trop coûteux, trop pesant. Que nos dépenses publiques soient les plus élevées d'Europe depuis 30 ans doit nous interpeller ! Regardons enfin ce sujet sans polémique, avec pragmatisme, avec la démarche d'un entrepreneur qui cherche à trouver des solutions.

Voilà ce que je voulais vous dire aujourd'hui. Voilà ce que nous avons exprimé dans le manifeste que je vous invite à aller signer nombreux sur le site liberonslentreprise.fr.

Le Gouvernement a initié un mouvement positif avec le Pacte de responsabilité, et contrairement à ce que certains disent, les entreprises jouent le jeu et se mobilisent. Et nous y croyons. Mais il faut aussi qu'il se mette véritablement en œuvre : que les baisses de charges soient votées jusqu'en 2017 sans dévier, et que la simplification soit réellement à l'œuvre dans toutes les actes réglementaires et législatifs du Gouvernement et des élus. Et nous le savons tous, le Pacte prendra du temps pour donner des effets.

Alors, pour conclure, je veux lancer un appel solennel.

Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les ministres et les élus quel que soit votre bord politique, soyez au rendez-vous de l'histoire pour notre pays. Mettez la compétitivité des entreprises au cœur de vos préoccupations et de vos actions. Nous, chefs d'entreprise, sommes mobilisés pour redresser la France. Nous sommes prêts à travailler avec vous, sans arrière-pensée, ni dogmes. Ne laissez pas passer cette opportunité, ne refusez pas cette main tendue !

Et je fais au Gouvernement et à tous les partis politiques, mais aussi aux partenaires sociaux, une proposition : réunissons-nous pour tracer en commun les ambitions futures de notre pays. Confrontons nos visions et nos projets et bâtissons, ensemble, dès mars prochain un Agenda 2020 qui pourra se traduire en une ambition renouvelée pour notre sphère publique et notre économie, une vision qui expliquera les réformes à mener. Un projet républicain pour la France. Traduisons cela en un plan d'action concret, réaliste et audacieux, le plus largement partagé. Et exécutons ce plan, sans dévier, avec courage et détermination, de manière cohérente et constante dans les mois suivants, au-delà des clivages politiques et des postures. C'est notre avenir commun qui est en jeu.

En synthèse à mes propos, corrigeons rapidement les erreurs à court terme par la cohérence entre les discours et les actes, pour restaurer la confiance, et bâtissons ensemble l'avenir. Et tous, nous gagnerons pour la France et pour nos enfants.

Vive l'entreprise, Vive la France !